

ENTRETIEN AVEC VALENTIN FALINE (3EME PARTIE) La Conférence de Yalta offrait une chance qui n'a pas été saisie



Dans la période actuelle de restructuration du monde, les grandes puissances révisent leur lecture de la Seconde Guerre mondiale. Elles remettent en cause les mythes qui fondaient l'ordre du monde et explicitent de nouvelles interprétations aptes à justifier leurs projets. Nous publions la 3e et dernière partie de l'entretien de RIA-Novosti avec l'historien Valentin Faline. Elle illustre le point de vue russe qui conteste la sincérité de l'antifascisme des États-Unis : en 1939, Roosevelt négociait une alliance avec le IIIe Reich pour faire échec à l'URSS en Finlande ; et en 1945, les Anglo-Saxon, qui se préparaient à poursuivre la guerre en se tournant contre Moscou, reconstituaient des divisions allemandes pour attaquer l'URSS.

page 2

Énergie : les masques tombent, la partie s'accélère

TRIBUNES LIBRES
INTERNATIONALES

Tous les grands États industrialisés admettent désormais publiquement que le pic mondial de la production de pétrole brut interviendra avant la fin de la décennie. Dès lors, l'Europe s'impose comme partenaire privilégié aux yeux de Mohammed Khatami, tandis que les tenants du soft-power états-unis s'échinent à vouloir demander aux Iraniens de couler leur propre navire.

page 12

REPÈRE : 10 AVRIL 1919

La mort de Zapata

En lutte depuis dix ans contre les dictateurs successifs du Mexique, Emiliano Zapata, trahi par ses alliés après la victoire de Mexico City, a dû se retrancher dans l'État de Morelos où il publie en 1911 le *Plan de Ayala*. Ce texte prophétique réclame la restitution aux Indiens d'au moins un tiers des territoires communaux qui leur ont été volés par les grands propriétaires. C'est la première fois au monde qu'est évoquée la nécessité d'une réforme agraire, sous la bannière « *Tierra y Libertad* » (Terre et Liberté). Le général US Pershing, qui combat les hommes de Pancho Vila au Nord, déclare : « *Zapata et Vila sont des chiens communistes enragés qu'il faut éliminer* ». Une détachement de faux soldats insurgés est envoyé à Cuernavaca pour soi-disant rallier les troupes de Zapata. Lors du défilé, feignant de présenter les armes, ils tirent à bout portant sur le révolutionnaire.

Le bilan total d'un quart de siècle de guerre civile au Mexique s'élève à un million de morts (sur 15 millions d'habitants). ■



IRAK : PLUS DE 300 SOLDATS U.S. RÉCALCITRANTS ABATTUS PAR LEURS SUPÉRIEURS ?

La presse iranienne affirme, peut-être dans le but de démoraliser les troupes de l'Empire qu'on dit sur le point d'attaquer l'Iran, que les Forces spéciales US ont instruction d'éliminer les GI's mutins. Citant des sources provenant des services de renseignement iraniens, qui sont très présents en Irak, l'agence MNA indique que plus de 300 soldats, souffrant de troubles psychologiques et protestant contre le massacre de civils, auraient été abattus depuis l'invasion de mars 2003 par une équipe spéciale du Pentagone. Les corps ont été remis à leur famille, en les présentant comme tombés au champ d'honneur. Le dispensaire médical de l'U.S. Army avait annoncé il y a quatre mois que plus de 6 000 soldats stationnés en Irak présentaient des signes de troubles mentaux sérieux. Les rapports révélaient également que certains de ces soldats avaient tendance à tuer des civils irakiens innocents sans raison particulière, simplement pour soulager leur souffrance mentale ; un phénomène qui fut largement documenté lors de l'occupation du Viêt-Nam par l'armée états-unienne. ■

Entretien avec Valentin Faline (3eme partie)

La Conférence de Yalta offrait une chance qui n'a pas été saisie

Dans la période actuelle de restructuration du monde, les grandes puissances révisent leur lecture de la Seconde Guerre mondiale. Elles remettent en cause les mythes qui fondaient l'ordre du monde et explicitent de nouvelles interprétations aptes à justifier leurs projets. Nous publions la 3e et dernière partie de l'entretien de RIA-Novosti avec l'historien Valentin Faline. Elle illustre le point de vue russe qui conteste la sincérité de l'antifascisme des États-Unis : en 1939, Roosevelt négociait une alliance avec le IIIe Reich pour faire échec à l'URSS en Finlande ; et en 1945, les Anglo-Saxon, qui se préparaient à poursuivre la guerre en se tournant contre Moscou, reconstituaient des divisions allemandes pour attaquer l'URSS.



Viktor Litovkine : *Les experts commentent au moins de deux façons tel ou tel événement historique. Les uns insistent sur l'impossibilité de les détacher du contexte de l'époque où ils ont eu lieu et, par conséquent, sur la nécessité de les analyser en tenant compte obligatoirement de cette époque. D'autres affirment*

*qu'on ne peut comprendre profondément et correctement ce qui s'est passé il y a longtemps qu'en partant des positions actuelles. Qu'en pensez-vous ?
Comment évaluez-vous les résultats de la Conférence de Crimée de 1945 ?*

Valentin Faline. : À mon avis, tout événement international, surtout important, doit être analysé du point de vue de sa place dans l'Histoire. Les événements ne doivent pas être détachés de leur contexte, arrachés au milieu dans lequel ils ont germé. Il convient de ne pas oublier les conséquences réelles de ces événements et celles que l'on en attendait. En ce sens, la Conférence de Yalta [1] occupe une place peu ordinaire. Il y a eu beaucoup d'altérations à son sujet dès 1945 et, naturellement, pendant la Guerre froide. Ces altérations n'ont pas disparu. Elles existent jusqu'à ce jour et se multiplient.

Pour les exclure ou pour faire échec aux tentatives de ceux qui tentent de « récrire l'Histoire » en évaluant ce qui a eu lieu à Yalta, je tiens à me référer, pour l'essentiel, aux sources états-uniennes, aux participants immédiats à cet événement, notamment à Roosevelt et à son secrétaire d'État, Edward Stettinius.

Éminent industriel et figure très influente des milieux d'affaires et politiques des États-Unis, Edward Stettinius a occupé ce poste jusqu'à la mort de Franklin Delano Roosevelt (12 avril 1945) et jusqu'à l'accession de son successeur Harry Truman au poste de président des États-Unis. Il a laissé des mémoires très intéressantes et contenant de riches et précieuses informations sur ce qui s'est passé à Yalta, dont il était témoin et participant immédiat.

Edward Stettinius estimait que Yalta était le point culminant de la coopération entre les États-Unis, l'Union Soviétique et, partiellement, la Grande-Bretagne, lorsque, après Téhéran et l'ouverture du second front, une atmosphère de confiance s'est instaurée entre les trois grandes puissances, alors que les jours de l'Allemagne fasciste étaient comptés et que l'Union Soviétique s'était engagée à entrer en guerre contre le Japon militariste. Un problème se posait aux États-Unis et à leurs alliés : comment garantir la paix après la guerre ? Comment créer un monde où seraient impossibles des catastrophes du type de la Seconde Guerre mondiale ?

Je dois affirmer en me référant aux paroles d'Edward Stettinius que la plupart des décisions adoptées à Yalta avaient à leur base les projets états-uniens. Et pas les nôtres. Par exemple, le communiqué final, comme le souligne le secrétaire d'État, est un projet purement états-unien. L'URSS n'y a apporté aucun amendement, la Grande-Bretagne s'est bornée, pour l'essentiel, selon Stettinius, à des remarques stylistiques. Les affirmations de certains, selon lesquelles « Staline avait pris le dessus sur Roosevelt » ou qu'il « avait profité de la maladie de ce dernier », n'ont rien à voir avec la vérité.

Pourquoi Roosevelt était-il si désireux de voir se tenir la rencontre de Crimée, pourquoi s'est-il montré si compréhensif à l'égard des préoccupations de Staline concernant la manière d'édifier le monde d'après-guerre ?

Valentin Faline. : Roosevelt a maintes fois repris les idées qu'il avait exposées à Molotov en juin 1942 à la rencontre de Washington, selon lesquelles il voyait

le monde d'après-guerre désarmé. À propos, l'expression de « monde des trois ou quatre policiers » a commencé à circuler depuis. Selon Roosevelt, seuls les États-Unis, l'Union Soviétique, la Grande-Bretagne et, peut-être, la Chine pouvaient posséder des forces armées et même ces forces devaient être limitées. Les autres pays, aussi bien les agresseurs - l'Allemagne, le Japon et l'Italie - que leurs satellites devaient être entièrement désarmés. D'autres encore, même ceux qui faisaient partie de la coalition antihitlérienne, la France, la Pologne, la Tchécoslovaquie, devaient aussi être désarmés, parce que, selon la thèse de Roosevelt, « Économie mondiale saine et course aux armements sont incompatibles ».

Les forces armées qui restaient dans trois ou quatre États ne pouvaient être utilisées, selon Roosevelt, qu'avec l'accord général, et jamais contre l'une de ces puissances. Comme l'a souligné le président états-unien, ces forces armées ne devaient être engagées que pour étouffer dans l'œuf une nouvelle guerre éventuelle ou une agression.

Roosevelt s'appuyait, naturellement, sur l'expérience de la Première et de la Seconde Guerres mondiales, lorsque la course aux armements engendrait l'agression, lorsqu'elle préludait à l'agression, lorsque, et les statistiques le prouvent, la course aux armements déclenche elle-même, dans sept ou huit cas sur dix, cette agression, cette guerre. Il est très rare que des hostilités aient débuté dans un contexte d'absence, ou presque, de course aux armements. L'histoire aussi nous en apporte des preuves...

Pardon, je ne comprends pas très bien. Il est évident que Roosevelt n'était pas naïf et ne pouvait pas ne pas se rendre compte de l'existence de contradictions fondamentales entre les États-Unis et l'Union Soviétique, entre l'idéologie communiste et, si vous voulez, l'idéologie, les principes et la pratique de la démocratie, du fait que l'union entre ces deux extrémités diamétralement opposées ne pouvait être que provisoire et jamais permanente. Pourquoi alors imaginait-il le monde futur désarmé ? N'était-ce pas une parfaite utopie ?

Valentin Faline. : Roosevelt n'était pas un homme politique naïf. C'était un militaire qui a été vice-ministre des forces navales des États-Unis au cours de la Première Guerre mondiale. Et nous ne devons pas oublier que les États-Unis étaient entrés dans ce conflit aux côtés de l'Entente. Là, Roosevelt avait acquis une expérience qui, je dirais, n'était pas dépourvue de ce levain d'hégémonie qui est resté propre au développement des États-Unis tout au long du XXe siècle.

D'autre part, Roosevelt comprenait fort bien qui était en réalité Staline. Il voyait parfaitement que sous des dehors de marxiste-léniniste dogmatique, c'était en vérité un pragmatique convaincu, jusqu'à la moëlle des os. Pour Staline, l'idéologie n'était qu'une couverture, un camouflage, si vous voulez. Et les États-Unis - des témoignages le confirment, émanant de Churchill, de Roosevelt et même d'Hitler - ne considéraient pas Staline comme un communiste. Le problème de l'idéologie en tant que tel avait une signification pour le public, mais lorsqu'il fallait prendre une décision historique, fondamentale, il était toujours relégué à l'arrière plan. Savez-vous comment Roosevelt a salué Staline à Téhéran ?

Non.

Valentin Faline. : « Nous saluons un nouveau membre de notre famille démocratique ! » Voilà quelles paroles il a adressées à Staline en ouvrant la conférence. En ce sens, Roosevelt voyait même Churchill d'un œil plus critique. Surtout à cause de la propension de ce dernier à brandir les armes, à les utiliser contre tous ceux qui, pour une raison ou pour une autre, n'arrangeaient pas le Premier ministre britannique. Il a notamment adopté une attitude nettement négative envers la brutalité excessive des troupes britanniques qui avaient fait de nombreuses victimes parmi les résistants grecs qui ne voulaient pas se soumettre aux troupes d'occupation anglaises. Les résistants grecs avaient de fait libéré leur pays avant l'arrivée des Britanniques et voulaient mettre en place un régime démocratique et non pas voir monter sur le trône un roi imposé par Londres.

Sachant tout cela, nous devons utiliser les clichés idéologiques avec beaucoup de prudence.

Roosevelt s'intéressait aux idées socialistes au début des années 1930, avant de reconnaître l'Union Soviétique. À l'époque où il était gouverneur, il fréquentait des cercles qui organisaient des débats sur ce thème. Il fut l'unique président des États-Unis à avoir eu un comportement aussi « séditionnel ». Mais le tournant à l'égard de Staline et de notre pays s'est opéré pour lui au milieu des années 1930 où des « procès exemplaires » ont commencé dans notre pays. Alors il a changé d'attitude envers le gouvernement soviétique.

Au lendemain du déclenchement de ce que l'on appelle la « guerre d'hiver de l'Union Soviétique et de la Finlande », il s'est même interrogé, en décembre 1939 et en janvier 1940, sur la nécessité de rompre les relations diplomatiques avec l'URSS, de revenir sur sa reconnaissance de l'Union Soviétique et a mené avec Kerenski des négociations sur la création d'un gouvernement russe en exil.

Si nous prenons en considération tous ces aspects, bien que je laisse de côté d'autres faits d'une importance exceptionnelle, notamment les tentatives de Roosevelt pour créer, au début de 1940, sous prétexte d'aider la Finlande, un front antisoviétique commun dont feraient partie l'Allemagne nazie, l'Italie fasciste et toutes les démocraties occidentales (ce projet a échoué parce que les Allemands ont décidé d'attaquer la France ; Washington en a été informé et le projet a été retiré), alors nous verrons qu'il ne faut pas faire de Roosevelt un portrait monochrome et le considérer comme un libéral, amoureux, où peu s'en faut, de l'Union Soviétique...

Non, c'était un homme politique sobre et perspicace, qui pensait que la puissance économique des États-Unis, même en l'absence de forces de frappe, suffisait pour leur assurer le rôle de leader dans le monde. Souvenons-nous que les États-Unis intervenaient pour 60 % à 70 % dans la totalité de la production industrielle de la planète.

Washington contrôlait les finances mondiales et le commerce mondial. Dès alors, il réalisait son plan, adopté en 1943, consistant à contrôler les principaux gisements de pétrole, tous les gisements de matières fissiles et d'autres. Si nous

ne le comprenons pas, nous ne comprendrons rien à ce qui s'est passé après.

Edward Stettinius écrit : en 1942, les États-Unis étaient à deux doigts de la catastrophe. Si les Russes n'avaient pas tenu bon à Stalingrad, si la bataille de la Volga s'était achevée comme l'avait imaginé Hitler, il en aurait résulté la conquête de la Grande-Bretagne par le Reich, l'établissement de son contrôle total sur l'Afrique et le Proche-Orient avec toutes leurs ressources pétrolières et la conquête de l'Amérique latine avec des conséquences désastreuses pour les États-Unis. Voilà comment les États-Unis voyaient leurs perspectives pendant la Seconde Guerre mondiale. L'union avec Staline n'était absolument pas le fait du hasard pour Roosevelt.

En 1945, lorsque les États-Unis sont venus à Yalta, Roosevelt était encore sous le coup :

a) de la défaite que les Allemands avaient infligée à l'armée états-unienne au cours de la bataille des Ardennes ;

b) du fait que c'est Staline qui les a sauvés en lançant avant terme, sur leur demande, une offensive à l'Est, en contraignant ainsi les nazis à retirer de l'Ouest un tiers de leurs forces engagées dans cette opération.

Et enfin il a compris que les promesses de Churchill selon lesquelles les Anglo-saxons régleraient leurs comptes à l'Allemagne d'un jour à l'autre et laisseraient les Russes Gros-Jean comme devant, en les stoppant quelque part sur la Vistule, au pire sur l'Oder, ne valaient rien. Ce n'était pas là une politique pratique, mais de la pure fantaisie. Il valait donc mieux ne pas rompre les relations avec la Russie et continuer de coopérer avec elle pour que le monde d'après-guerre soit visible, prévisible, qu'il ne porte plus les menaces qui s'étaient abattues sur les États-Unis mais réponde, au moins en quelque chose, aux idées qu'il (Roosevelt) avait de la démocratie, de la justice humaine et sociale.

Mais revenons à la Conférence de Yalta. À qui appartient l'idée de la création de l'Organisation des Nations unies qui y a été approuvée ? Qui a proposé de diviser le monde d'après-guerre en zones d'influence le long de la ligne Curzon ? Ce que les Polonais et les Baltes ne cessent jusqu'à aujourd'hui de reprocher à Staline ?

Valentin Faline. : L'idée de l'ONU appartient à Roosevelt. Pour la première fois, elle a été formulée à Téhéran. À Yalta, elle a été mise en forme. Staline insistait pour que le siège de cette organisation se trouve à New York. Pourquoi ? Vous vous souvenez de la Société des Nations ? Les États-Unis ont d'abord soutenu cette initiative, mais finalement ils ne l'ont pas avalisée, et ils n'ont donc pas fait partie de la Société des Nations. Staline croyait que les États-Unis pouvaient jouer le même tour, disant par exemple que « hier, nous étions évidemment pour, mais qu'aujourd'hui » ... Et en proposant que l'Organisation ait son siège outre-Atlantique, il espérait que cela aiderait les États-Unis à ne pas se soustraire à la coopération internationale.

Or les réactions générales de la presse états-unienne au sujet de la Conférence de Yalta ont été très positives, et même élogieuses pour Roosevelt. Il y a eu, il est vrai, des propos assez critiques, encouragés de Londres par Churchill. Leurs auteurs exigeaient l'arrêt de la coopération avec l'Union soviétique, préconisaient la domination états-unienne dans le monde. On disait même que

tel le Maure, « l'URSS a fait son affaire, l'URSS peut partir ».

Ayant présents à l'esprit ces opinions et ces propos qui parvenaient de Londres, le président Roosevelt, dans son dernier message au Congrès le 25 mars 1945, soulignait (je cite) : « Le sort des États-Unis et le sort du monde entier pour les générations à venir dépendent de la mise en œuvre consciencieuse des accords intervenus entre les alliés à Téhéran et à Yalta ». Et là, prévenait le président des États-Unis, « Les Américains ne peuvent avoir de solution médiane. Nous devons nous charger de la responsabilité de la coopération internationale, sinon nous assumerons la responsabilité d'un nouveau conflit mondial ».

Toujours en mars - et il y a des documents qui le confirment - au département d'État, déjà dirigé par Stettinius qui avait remplacé Hull, connu pour son antisoviétisme, des propos sur les « prétendus accords de Yalta » avaient cours. Certains fonctionnaires les qualifiaient même de « simples déclarations », cherchant de toute évidence à en minimiser la portée. Quant à Truman, qui est arrivé au pouvoir le 23 avril et qui n'était pas encore au courant que les États-Unis développaient la bombe atomique, il a déclaré : finie la coopération avec les Russes, le temps est venu de passer à un nouveau stade. Il s'est fixé comme objectif d'« effacer Yalta ».

Je peux vous rappeler ce que faisait, à ce moment là, Churchill. Les experts se souviendront des messages élogieux qu'il adressait à Staline pour le remercier de l'assistance que nous avons apportée en janvier aux alliés, assistance qui leur a épargné de nouveaux bouleversements, et pour exalter nos forces armées dont la gloire « ne ternira jamais ». Tout cela était dû à la plume de Churchill. Lisez son message de félicitations à l'occasion de la Journée de l'Armée rouge le 23 février 1945. À cette même époque, il donne l'ordre de récupérer les armes allemandes et de les stocker pour le cas où un conflit éclaterait avec l'Union soviétique. En mars 1945, il ordonne à ses chefs d'état-major de préparer une opération contre l'Union soviétique engageant les forces de la Grande-Bretagne, des États-Unis, du Canada, du Corps expéditionnaire polonais et des... Allemands.

Les Britanniques disposaient de dix divisions allemandes qui s'étaient rendues de leur plein gré aux alliés occidentaux à l'étape finale de la guerre. Désarmées formellement mais non dissoutes, ces divisions s'entraînaient tous les jours dans le Schleswig-Holstein. En prévision, il ne faut pas l'exclure, de nouveaux « exploits » à l'Est. Le début de la nouvelle guerre était fixé au 1er juillet 1945.

Mais nous commettrions une erreur en pensant que seuls les Britanniques ont agi de la sorte et que les États-Unis étaient fidèles à leurs engagements d'allié. Le général Patton, commandant des forces blindées des États-Unis, n'acceptait pas de s'arrêter sur les lignes de démarcation concertées entre Washington, Moscou et Londres, et voulait foncer jusqu'à Stalingrad. Non pas pour en finir avec les communistes ou l'Union soviétique, mais pour en finir avec les « descendants de Genghis-Khan » !

Churchill estimait que « plus loin à l'est nous arrêterons les barbares russes, mieux cela vaudra ». Il avait à esprit le plan Ranken, un plan secret qui devait « évincer » le plan Overlord, celui de l'ouverture du Second front. Or, en vertu

du plan Ranken, les Anglo-saxons devaient, avec le soutien des Allemands, prendre le contrôle non seulement de Berlin, de Hambourg, mais aussi de Varsovie, de Prague, de Budapest, de Vienne, de Bucarest, de Sofia et de Belgrade.

Ce sont là des documents et on ne peut rien y changer. Et si nos partenaires ne sont pas parvenus à leurs fins, ce n'est faute de l'avoir voulu, mais c'est parce que l'Union soviétique et, en premier lieu, nos forces armées les en ont empêchés.

Les paroles mensongères et outrancières au sujet des accords de Yalta sont un outrage à la mémoire de l'artisan principal de ces accords, Franklin Roosevelt. Son message au Congrès - nous l'avons déjà cité - était un testament politique, dans lequel il faisait savoir ce dont le monde entier et les États-Unis avaient besoin, ce qu'il fallait accomplir pour que les idéaux de justice triomphent, pour prévenir de nouvelles guerres et de nouveaux désastres de ce genre. La fidélité aux accords de Crimée devait constituer une chance pour le monde. Malheureusement, nous n'avons pas su en profiter.

Mais vous n'avez toujours pas répondu à la question de savoir à qui appartenait l'idée de diviser à Yalta le monde en zones d'influence en suivant la ligne Curzon.

Valentin Faline. : Il n'y a pas eu de zones d'influence. L'idée de la ligne Curzon remonte à 1919, à une conférence à laquelle participaient la Grande-Bretagne, la France et les États-Unis. « À eux trois », ces pays ont tiré cette ligne en partant du principe ethnique, partageant les territoires à population essentiellement ukrainienne, biélorusse ou polonaise. Cette ligne délimitait non pas les sphères d'influence, mais les sphères d'intérêts entre Staline et Hitler, en septembre 1939.

Dans leurs négociations avec l'URSS, les Britanniques affirmaient que la ligne Curzon passait à l'est de Lvov. Mais nos représentants ont mis sur la table des négociations la carte qui montrait où elle passait en réalité. La question n'a plus été évoquée. Au moment où nous cherchions à établir avec les Polonais des rapports de bon voisinage, aussi bien pendant la guerre qu'après la guerre, nous avons modifié cette fameuse ligne. Nous leur avons restitué des localités, des villes, notamment Bialystok (Biélostok), pour pouvoir leur dire : nous sommes d'accord pour que quelque chose soit comme vous le souhaitez, mais, d'une manière générale, nous nous en tiendrons à cette ligne.

Et Staline, lorsqu'il négociait avec Roosevelt au sujet de cette ligne, ne parlait pas de mettre en place en Pologne un gouvernement satellite. Nous sommes intéressés, disait-il, à ce que la Pologne soit gouvernée par un gouvernement ayant des dispositions amicales à l'égard de son voisin, et nous ne voulons pas que la Pologne devienne une nouvelle fois une tête de pont ou un couloir qui serviront à porter des coups contre la Russie, comme ce fut le cas sous Napoléon et durant la Première et la Seconde Guerres mondiales.

Mais à Yalta, il était aussi question des pays Baltes, dont l'entrée au sein de l'URSS n'a jamais été reconnu par les États-Unis.

Valentin Faline. : Le problème des pays Baltes est une question à part. La Lituanie, la Lettonie et l'Estonie ont été arrachées à la Russie à l'époque où elle n'était pas encore soviétique. Ces pays ont été occupés par les Allemands. Les gouvernements fantoches mis à la tête de ces États ont demandé, comme il fallait s'y attendre, à être placés sous protectorat allemand. Tout cela a eu lieu en septembre 1917. Et lorsqu'a éclaté la Révolution d'octobre, des gouvernements très proches des Soviétiques, ou tout simplement soviétiques, sont apparus dans ces pays - c'est pourtant un fait historique ! - qui ont vite écrasé les troupes allemandes stationnées dans les pays Baltes.

Notez que, d'après le Traité de Versailles, les troupes allemandes devaient être retirées des territoires qui ne faisaient pas partie de l'Allemagne des Kaisers. Or les alliés ont en fait obligé les Allemands à laisser leurs troupes en Finlande, en Lituanie, en Lettonie et en Estonie, comme garantie, disaient-ils, que le pouvoir dans ces pays ne se retrouvera pas entre les mains de la « racaille ». Et que ce pouvoir sera détenu par ceux qui arrangent les Alliés.

En 1921, Pilsudski a lancé une offensive, préparée par les Français, avec la participation des Britanniques, contre Kiev. On s'attendait à ce qu'il poursuive sa marche jusqu'à Moscou. À cette époque, les démocrates occidentaux voulaient imposer aux Allemands la solution suivante : les Allemands octroient les forces qui, depuis les pays baltes, lancent une offensive contre Pétrograd. Officiellement, le commandement de cette opération était confié au général Avalov mais, en fait, il devait être assumé par des généraux allemands.

Mais les Allemands ont vite compris dans quelle aventure on voulait les entraîner et ils ont dit non. C'est pour cette raison que l'opération de Pilsudski, privée du soutien du Nord, a échoué. C'est dans ce contexte qu'a été conclu le Traité de paix de Riga de 1921, qui devait empêcher les pays Baltes de se lancer, à l'avenir, dans toutes sortes d'aventures. Nous avons reconnu leur statut indépendant. Notez que les États-Uniens ont reconnu l'indépendance de la Lituanie, de la Lettonie et de l'Estonie deux ans plus tard. Avant, ils soutenaient Koltchak et les autres représentants en vue de la Garde blanche qui exigeaient la création d'une Russie « unie et indivisible ». Jusqu'à une certaine époque, la souveraineté des pays Baltes ne les intéressait nullement.

Mais on ne comprend pas pourquoi les États-Unis ont accepté que la Lituanie, la Lettonie et l'Estonie soient rattachées à l'URSS après la guerre ?

Valentin Faline. : Ils ne l'ont jamais accepté. Cette question n'a pas été soulevée à la conférence de Yalta. Dans un entretien, peut-être à Téhéran, Roosevelt a proposé à Staline d'organiser un référendum, après la guerre, dans les pays Baltes. Si ces pays voulaient rester au sein de l'URSS, les États-Unis promettaient de reconnaître leur nouveau statut. Autant que je sache, Staline a répondu : il y a eu déjà un référendum, je ne vois pas ce qu'on pourrait inventer de nouveau.

Depuis 1942, Roosevelt cherchait à obtenir un entretien particulier avec Staline. Et là, je pense que nos dirigeants ont commis une grave erreur de calcul. À en croire le conseiller du président états-unien, Harry Hopkins, Staline aurait été étonné de voir à quel point Roosevelt était prêt à accéder aux intérêts légitimes

de l'Union soviétique.

Or alléguant différents prétextes, Staline évitait cette rencontre, il était préférable de se rencontrer à trois, il proposait une rencontre entre leurs représentants. En 1943, il y avait à cela peut-être une explication : Staline a eu une mini-attaque cérébrale, et il a été dans l'incapacité de travailler pendant quelques mois, mais personne n'était au courant. Les fausses informations que Churchill faisait parvenir par divers canaux à Staline ont joué, elles aussi, un rôle non négligeable. Churchill proposait soi-disant aux États-Uniens de reconnaître les frontières de l'URSS de 1941, qui englobaient déjà la Lituanie, la Lettonie et l'Estonie, mais les États-Uniens s'y opposaient systématiquement.

Les États-Uniens refusaient non pas parce qu'ils aimaient tellement les Baltes, mais parce que dans l'électorat de Roosevelt la proportion d'immigrés lituaniens, lettons et estoniens n'était pas des moindres. Et il avait besoin de leurs voix aux élections. Considérations qui le tenaient, pour ainsi dire, par la bride.

Quel est le bilan principal de la Conférence de Yalta ? N'est-il pas dans le fait que nous avons vécu sans guerres mondiales pendant soixante ans ? Et quels sont, à votre avis, les leçons de Yalta pour les politiques d'aujourd'hui ?

Valentin Faline. : Avant de répondre à ces questions, je voudrais citer encore un détail, à mon avis substantiel, des négociations de Crimée et dont il n'est resté pratiquement aucune trace écrite. Roosevelt a promis à Staline un crédit de 4,5 milliards de dollars pour le rétablissement d'après-guerre du pays. Pourquoi ? Le président, en dépit de tout ce qu'on lui disait de Staline - à savoir que c'était un dogmatique communiste, un socialiste jusqu'à la moelle - savait qu'il proposait aux États-Uniens un grand nombre de concessions, des conditions exceptionnelles pour les investissements, qu'il méditait l'idée d'une économie de marché en URSS. Et si cela ne s'est pas fait, c'est parce que Truman a succédé à Roosevelt. Homme qui, en regagnant les États-Unis après la conférence de Potsdam, a donné à Eisenhower l'ordre de préparer le plan Totality, plan de guerre nucléaire contre l'Union soviétique.

La première version de ce plan était déjà prête en décembre 1945. Puis ce fut le tour de plusieurs autres plans, dont Drop Shop et d'autres encore, qui prévoyaient de démembrer l'Union soviétique en douze États dont chacun aurait été dans l'incapacité de réaliser, à lui seul, ses objectifs économiques et de défense.

Mais s'il faut évoquer la portée globale de la Conférence de Crimée, je pense que Yalta a été l'une des meilleures chances qui se soit jamais présentée à l'humanité depuis le début de son histoire écrite, depuis la naissance du Christ du moins, celle d'exclure totalement la guerre, comme cela a été inscrit dans la Charte de l'Organisation des Nations Unies, de la vie de l'humanité. Chance qui n'a pas été saisie. Et c'est Washington qui en assume la responsabilité principale.

Burns, le premier secrétaire d'État de Truman, a mené, en décembre 1945, des négociations avec Staline, dans le cadre de la conférence des ministres des

Affaires étrangères de Moscou. Dans son intervention radiodiffusée du 30 décembre, il a dit : après les négociations que j'ai menées avec Staline, j'ai compris que la paix équitable, telle que la conçoivent les Américains, est possible. Le 5 janvier, Truman lui a adressé une lettre disant : « Ce que vous avez dit est du délire. Nous n'avons besoin d'aucun compromis avec l'Union soviétique. Ce dont nous avons besoin, c'est de la Pax Americana qui sera conforme à 80 % à nos idéaux ».

Le 5 janvier 1946 peut être considéré comme le début formel de la Guerre froide. Et vous savez bien à quoi elle a abouti.

Voici l'enseignement principal de la Conférence de Yalta : si nous avions eu une approche raisonnable, et si nous avions alors manifesté le désir d'édifier une paix satisfaisant les intérêts de tous les membres de la communauté internationale, il eût été possible de trouver des solutions qui arrangent tout le monde bien plus tôt. Et il est infiniment plus difficile de le faire aujourd'hui. Le monde est sursaturé d'armes. Et bien des choses dépendent de circonstances imprévisibles, d'origine terrestre ou non.

...Des B-52 états-uniens transportaient quatre bombes H de 25 mégatonnes chacune. Soit 100 mégatonnes au total par avion. Ces appareils ont subi trois pannes. L'un d'eux s'est même écrasé près de Chicago. Sur les douze fusibles de sûreté d'une bombe, onze n'ont pas fonctionné. Que serait-il arrivé au monde si le dernier dispositif, le douzième élément, avait lui aussi été défaillant ?

Nous pouvons calculer aujourd'hui combien de fois le monde s'est retrouvé au bord d'une catastrophe globale. Seule une raison supérieure a préservé l'humanité et la vie biologique sur Terre de l'autodestruction. Tous les États du globe doivent donc faire en sorte que chacun de leurs pas, grand ou petit, tende à rendre le monde moins dangereux, sous tous les rapports. Et, naturellement, à le rendre plus équitable et plus uni.

[1] La France n'était pas représentée à la Conférence de Yalta. Ces accords furent vivement dénoncés par Charles De Gaulle. NdlR.

Énergie : les masques tombent, la partie s'accélère

Analyse

L'OPEP a déclaré à demi-mot qu'elle avait atteint son plafond de production. Le pic mondial de la production de pétrole brut avant la fin de la décennie, dont nous vous entretenons souvent dans ces colonnes et sur lequel un des administrateurs du Réseau Voltaire travaille régulièrement depuis trois ans, auprès notamment de **géologues pétroliers internationaux et confirmés**, est ainsi dorénavant officiellement admis par l'ensemble des gouvernements des pays industrialisés.

Si l'industrie pétrolière communique toujours timidement ses révisions de réserves et prévisions de production à la baisse, craignant la sanction des actionnaires, l'Agence Internationale à l'Énergie vient d'inverser sa courbe de prévision pour la production future. En France, les principaux dirigeants politiques s'expriment tour à tour dans ce sens, parfois gênés d'être forcés d'entrevoir la fin - momentanée du moins - de la sacro-sainte croissance, parfois enthousiastes d'y découvrir un nouveau terreau sur lequel ils peuvent développer un discours solidaire. Aux États-Unis, un représentant du Maryland a animé un atelier pédagogique du Congrès sur ce thème.

Mais nous ne sommes encore qu'au tout début d'une prise de conscience collective et progressive d'un phénomène qui n'a pas d'équivalent dans l'histoire de l'humanité, qui risque, à un moment ou à un autre, de provoquer des mouvements de panique et de prédation.

Toujours est-il que les conséquences politiques de ce début de prise de conscience se dessinent chaque jour plus nettement. Ainsi les négociations sur

le nucléaire iranien se sont inévitablement recentrées sur le partenaire européen, qui tient un discours beaucoup plus rationnel : ce pays ne montre en effet aucun signe menaçant, sauf pour la survie de l'industrie pétrolière anglo-saxonne, tant que le pétrole iranien n'est pas privatisé du moins. Or avec sa population jeune, son développement rapide et sa **production de brut qui va chuter dès les années 2010**, l'Iran agit de façon très sage en optant pour le nucléaire civil. Il maintiendra ainsi des exportations de brut qui contribueront à assurer la transition énergétique du reste du monde.

Mohammad Khatami, le président de la République islamique d'Iran, tient dans *Le Figaro* un discours politique nationaliste, clair et raisonnable, à ce sujet et au-delà sur la démocratisation de la région : dans le fond, le peuple reconnaît toujours son intérêt, mais dans la forme que prend la démocratie et le temps qu'elle met à s'installer, il n'y a pas de modèle absolu. Par ailleurs, il réaffirme sans surprise sa satisfaction devant un pouvoir shiite plus fort en Irak, ce qui va encore une fois dans l'intérêt de tous les Iraniens. Lorsqu'il confirme que son pays n'écarte pas la possibilité d'une attaque états-unienne ou israélienne, on peut s'étonner qu'il ne soit pas plus inquiet du chaos régnant toujours en Irak et des risques que cela implique.

Ayant compris le rejet par toutes les parties de l'agressivité néo-conservatrice sur cette question du nucléaire, deux chantres du "soft power" font l'apologie de la méthode douce dans *l'International Herald Tribune*. George Perkovich suggère d'acheter la bonne volonté du gouvernement iranien, technique qui fut employée avec la Corée du Nord par Bill Clinton dans les années 90 et consistait alors à fournir du pétrole à Pyongyang en échange du gel de son programme nucléaire (la fin impromptue de ces livraisons en 1994 étant **l'une des causes principales de la fameuse famine qui sévit alors**). Malheureusement il semble comprendre moins bien la thermodynamique en jeu cette fois ; c'est précisément le pétrole iranien ou ses dividendes dont les États-Unis ont besoin, et un Iran nucléaire les empêcherait définitivement de l'obtenir.

L'influent homme d'affaires Stanley Weiss est quant à lui partisan de l'invasion économique, qui selon lui finirait par déloger les "Mollahs" du pouvoir. En fait, comme c'est le cas pour George Soros, on comprend qu'il défend avant tout ses intérêts personnels, car il affiche une profonde méconnaissance de la société iranienne, de son expérience de l'ingérence capitaliste sous le régime du shah, qui l'a convaincue que ce fonctionnement n'était pas la panacée des États pétroliers. Contrairement à George Perkovich, il ne prend pas en compte la composante nationaliste, le fait que le peuple tienne naturellement à garder nationalisées les ressources qui lui appartiennent.

Les Russes réagissent inévitablement de la même façon en soutenant la politique de réappropriation des ressources de Vladimir Poutine qui vient par exemple de décider d'exiger une majorité d'investissements russes pour l'exploitation des gisements de l'Est sibérien. C'est tout à l'avantage d'Israël, dont les liens économiques avec la Russie augmentent à mesure que des Russes s'y installent, au moment où les États-Unis remettent en cause leur soutien inconditionnel à l'État juif et s'embourbent en Irak.

Les trois oligarques russes installés en Israël, Leonid Nevzlin, Vladimir Dubov et Mikhail Brudno, ont récemment fait une entrée magistrale dans un secteur énergétique israélien bien mal en point ces derniers temps, qui plus est secoué par des scandales de blanchiment d'argent. Ils viennent en effet de prendre, avec leur société Menatep, filiale de Yukos héritée de Michael Khodorkhovsky,

une part décisive au capital de la société Israel Petrochemical Enterprises. Cette dernière pesant de plus en plus lourd sur le marché israélien, l'économie israélienne va progressivement se retrouver sous perfusion de la production pétrolière russe, qui est pour partie contrôlée par Yukos.

Dans la foulée, ces trois oligarques ont accepté de régler la dette de Michael Khodorkhovsky envers l'État russe, et Leonid Nevzlin explique dans *Vremya Novostyey* qu'il va cesser de soutenir financièrement les publications des *Nouvelles de Moscou*, qui servaient de tribune aux oligarques contre Poutine, espérant bien calmer les Russes encore sous le coup du pillage de leur État. De quoi réchauffer sérieusement les poignées de main lorsque Vladimir Poutine rendra visite à Ariel Sharon en Israël prochainement. Ariel Sharon qui justement ne mâche pas ses mots lorsqu'il joue sur les sentiments pour s'adresser aux Russes dans *Trud*. Il y rend un vibrant hommage à la contribution de la Russie dans la lutte contre le nazisme, dénonce les amalgames entretenus entre Hitler et Staline, réaffirme ses bonnes relations avec Poutine et ses propres origines en Russie. Mais il voudrait lui aussi que la Russie soit plus indulgente à l'égard d'Israël, au conseil de sécurité de l'ONU notamment.

Enfin, l'ambassadeur états-unien en Biélorussie George Krol s'adresse lui aussi aux Russes, dans *Vremya Novostyey*. Il tente de les rassurer sur l'intention qui se cache derrière la proposition de loi sur la démocratie, qui prend des airs de révolution colorée. Il élude bien entendu soigneusement les questions stratégiques et donne une image idéalisée, purement compassionnelle de l'action des ONG états-uniennes dans le pays. Les données générales sur le gaz naturel, pierre d'angle de l'interdépendance économique russo-biélorusse croissante, contredisent pourtant son affirmation selon laquelle les États-Unis ont les mêmes intérêts que l'Europe et la Russie vis-à-vis de ce pays. En effet **la Biélorussie a un avenir économique en tant que courroie de transmission du partenariat russo-européen essentiellement**, et comme pour le nucléaire iranien, Washington tente de semer la discorde afin d'en récolter les fruits.

Réseau Voltaire

Mohammad Khatami

Mohammad Khatami est président de la République islamique d'Iran.

« Renoncer au nucléaire pacifique serait inacceptable »

Source : Le Figaro

Référence : « Renoncer au nucléaire pacifique serait inacceptable », par Mohammad Khatami, *Le Figaro*, 5 avril 2005. Ce texte est adapté d'une interview.

Pendant des siècles, mon pays a connu la dictature. Aujourd'hui, la population peut prendre la parole et en plus le gouvernement l'encourage à le faire. C'est une grande satisfaction pour moi. Les jeunes sont déçus car leurs attentes ne

sont pas satisfaites sur le court terme. Pour moi, la démocratie est un processus lent et j'espère que la société finira par atteindre une plus grande maturité qui lui permettra de réaliser ses objectifs sans avoir recours à la violence. Je pense toujours qu'il est possible de concilier démocratie et islam, à condition de ne pas avoir une vision étroite de la religion et d'accepter l'adaptation de la démocratie aux différentes cultures. Si l'on considère que l'islam peut accepter un pouvoir terrestre, responsable face à la population et que la population peut changer si elle le veut, alors l'islam est compatible avec la démocratie. Il y a eu des intellectuels et des blogueurs arrêtés en Iran, mais cela n'est pas à mettre sur le compte de la religion ; il s'agit de la façon dont certains responsables gèrent les affaires de l'État. En outre, certains ont vraiment commis des délits, même si je suis personnellement contre ces emprisonnements. Enfin, il faut se souvenir que l'Iran a fait sa révolution il y a peu et que cela va prendre du temps pour que notre pays devienne une démocratie. J'aurais souhaité aller plus loin, mais si l'on compare à beaucoup de pays du tiers monde on constate le chemin parcouru. Quand je quitterai la présidence, je pense que je continuerai l'action politique dans le cadre d'une ONG.

Sur le dossier nucléaire, nous sommes heureux que les forces qui voulaient instrumentaliser ce dossier, pour mettre la pression sur l'Iran devant le Conseil de sécurité, soient isolées. L'accord avec les Européens peut se résumer à ceci : d'un côté, l'Iran donne une garantie objective, selon laquelle ses activités nucléaires ne se dirigent pas vers l'armement nucléaire ; de l'autre, l'Europe offre une garantie ferme qu'elle assurera la sécurité et le développement de l'Iran. Et, en échange de ces conditions, l'Iran suspend provisoirement ses activités nucléaires. C'est ce que nous avons fait. Il faut toutefois que les Européens admettent que l'Iran a le droit, en vertu des traités internationaux, de posséder un programme nucléaire civil. Aujourd'hui, nous ne discutons pas avec les États-Unis, nos seuls interlocuteurs sont les Européens et l'AIEA. Les néo-conservateurs états-uniens ont compliqué la situation avec l'Iran, mais aussi dans bien des pays où leur action n'a fait que renforcer l'extrémisme qu'elle prétendait combattre. Les frappes contre nous nous paraissent peu probables mais nous nous y préparons.

En Irak, les chiites, pourtant majoritaires, ont été victimes de répressions pendant plus d'un siècle. Toutefois, compte tenu des réalités irakiennes, nous pensons que le meilleur système pour eux dans ce pays est un État national et démocratique, dans le vrai sens du terme. Un État qui soit capable de représenter toutes les ethnies. Le meilleur gouvernement pour l'Irak est un gouvernement démocratique, respectueux de l'islam, mais aussi des autres religions.

George Perkovich



Ancien rédacteur des discours et conseiller en politique étrangère du sénateur états-unien Joseph R. Biden, George Perkovich est vice président de la Carnegie Endowment for International Peace et membre du Council on Foreign Relations. Il est co-auteur de *Universal Compliance : A Strategy for Nuclear Security* et de *WMD in Iraq : Evidence and Implications*.

« Un Iran nucléaire II : La seule façon de changer les règles »

Source : International Herald Tribune

Référence : « Nuclear Iran II : The only way to change the rules », par George Perkovich, *International Herald Tribune*, 6 avril 2005.

Si vous voulez une expérience de nationalisme nucléaire, l'Iran est le cas parfait. Tous les Iraniens s'accordent pour affirmer que le programme nucléaire est ce qui lui permettra de devenir un pays développé, et tous le décrivent comme un programme exclusivement civil. L'ancien président Rafsandjani affirme que l'Iran a besoin de ce programme, compte tenu de l'essoufflement du pétrole. Il estime que l'Iran ne sera pas un pays développé tant qu'il ne disposera pas de cette énergie et que c'est précisément ce que les États-Unis veulent empêcher. L'Iran affirme ne pas avoir d'objectifs militaires et avoir la même attitude vis-à-vis de cette énergie que le Japon.

Seulement voilà, l'Iran n'est pas le Japon. Le Japon reconnaît l'existence de tous ses voisins tandis que Téhéran ne reconnaît pas Israël. En outre, même si ce qu'affirme l'Iran est vrai, le monde ne peut pas se permettre d'avoir de nouveaux Japon nucléaires. Même si l'Iran est pacifique, la multiplication des structures d'enrichissement des combustibles nucléaires offre pour les terroristes des opportunités de se saisir de ce matériel.

Malheureusement, la règle qui veut qu'on limite ces infrastructures est perçue comme injuste par bien des pays et l'Iran instrumentalise ce sentiment contre les États-Unis. Si on veut la faire admettre, il n'y a qu'un seul moyen : en échange de l'abandon de ces constructions, il faut faire des compensations économiques.

Stanley A. Weiss

Stanley A. Weiss est fondateur et président de Business Executives for National Security Il est également membre du Rand's Center for Middle East Public Policy et de l'International Crisis Group, du Council on Foreign Relations et du Groupe de Bilderberg. Il est ancien président d'American Premier, une entreprise minière et chimique américaine.

« Un Iran nucléaire I : le principe est posé, maintenant, quel est le prix ? »

Source : International Herald Tribune

Référence : « Nuclear Iran I : The principle is set, now what's the price ? », par Stanley A. Weiss, *International Herald Tribune*, 6 avril 2005.

Depuis la révolution islamique de 1979, Washington s'est posé pour principe de ne pas négocier avec l'Iran, de ne pas abandonner l'embargo économique et de n'avoir aucune relations diplomatique tant que Téhéran n'aura pas cessé de soutenir le terrorisme et de développer des armes de destruction massive. Mais cette politique a échoué et n'a absolument rien changé au comportement de

l'Iran. En revanche, elle a privé les États-Unis d'un partenaire pour combattre le terrorisme sunnite d'Al Qaïda ou pour stabiliser l'Irak.

Aujourd'hui, l'Iran est à trois ans d'acquérir l'arme nucléaire et Washington a sagement décidé de changer de stratégie et de négocier avec l'Iran par l'intermédiaire des Européens. Pour savoir si cette politique a des chances d'aboutir, il faut répondre à ces questions : l'Iran voit-il la bombe comme une fin en soi ou comme un moyen d'obtenir de l'aide économique et des concessions concernant sa sécurité ? L'Union européenne est-elle prête à prendre des mesures au Conseil de sécurité en cas d'échec des négociations ? L'administration Bush est-elle prête à offrir des garanties de sécurité et des offres économiques contre des concessions iraniennes ? L'administration Bush s'est d'ores et déjà déclarée prête à accepter que l'Iran entre à l'OMC et qu'il puisse acquérir du matériel pour son parc aérien vieillissant. Les négociateurs iraniens ont présenté ces avancées comme insignifiantes, mais elles montrent au moins que Washington a compris que le bâton ne donnait rien sans la carotte. Les sanctions unilatérales sont inefficaces et n'ont fait que renforcer le régime qui profite du marché noir.

La meilleure façon de renverser la mollahcratie est d'annuler l'embargo et de pratiquer une invasion économique.

Leonid Nevzlin



Ancien président du congrès juif russe, Leonid Nevzlin était l'un des oligarques russes. Adjoint de Mikhail Khodorkovsky depuis 1988, il a été membre du conseil de direction de Menatep jusqu'en 1999 et il fut l'un des principaux actionnaires de Yukos.

« J'ai décidé d'arrêter de financer les « Nouvelles de Moscou » »

Source : Vremya Novostyey

Référence : « » », par Leonid Nevzlin, *Vremya Novostyey*, 5 avril 2005. Ce texte est adapté d'une interview.

Je considère que je ne suis pas en droit de me mêler de la politique de nomination des cadres du journal par le rédacteur en chef et le directeur de publication. Ma position serait restée inchangée si les journalistes n'avaient pas fait de cette affaire un scandale public. La situation est difficile et j'ai décidé d'arrêter de financer cette publication. Le contenu du journal n'est pas pire qu'avant, il s'est même amélioré, il est en couleur, avec un supplément et le tirage est plus important, la version anglaise est de meilleure qualité et la version Internet aussi. Les objectifs ne sont cependant pas atteints ; actuellement le journal n'a pas d'influence et il ne gagne pas d'argent, non seulement ça mais je suis désormais dans les chroniques judiciaires. Si les journalistes s'étaient adressés à moi dès le début, nous aurions trouvé un terrain d'entente, ils n'avaient pas à rendre cela public, ils sont venus me voir trop tard. Je n'ai pas besoin de ce journal et pour l'instant j'interromps ma participation financière. Si *Bérézovski* veut mettre de l'argent, je ne peux pas le lui interdire, mais je ne pense pas qu'il le fasse.

Je pense que ce que l'on dit est faux. Ces scandales en Israël, auxquels sont mêlés des Russes, n'ont pas pour but d'attendrir la Russie à la veille de la visite de Poutine en Israël fin avril. C'est une enquête israélo-israélienne. Je vis en Israël et, si comme Goussinski, la police du pays avait voulu m'entendre, ce

serait déjà fait ; tout ce que je pourrais leur dire, ils le savent déjà, mes comptes ne sont pas gelés. Il est vrai que le groupe « Menatep » a acquis le plus gros paquet d'actions de la société « entreprises pétrochimiques israéliennes », c'est le 1er investissement et je pense que ce n'est pas le dernier. Le reste de mes activités est humanitaire. Je suis un juif de longue date et c'est un devoir pour moi d'investir dans l'avenir d'Israël. Je gère des allocations et des bourses, les thèmes privilégiés sont la diaspora et la judéité est-européenne. Je n'ai remarqué aucune animosité en Israël envers le « business russe », par contre le gouvernement russe est sans cesse sur notre dos. Je n'ai pas l'intention de faire de politique en Israël, mes connaissances de la langue et de la situation politique sont insuffisantes. Dans un pays démocratique on peut se permettre ça, il n'y a pas d'urgence démocratique. Si j'avais quitté la Russie avec l'intention d'y revenir un jour, je serais allé aux États-Unis ou en Angleterre, mais je vis en Israël.

Ariel Sharon



Ancien général et ministre de la Défense israélien responsable des massacres de Sabra et Chatilla au Liban, Ariel Sharon est Premier ministre israélien.

« Je connais votre pays mieux que beaucoup d'autres »

Source : Trud

Référence : « », par Ariel Sharon, *Trud*, 6 avril 2005. Ce texte est adapté d'une interview.

Les relations entre nos deux pays sont très importantes, et la Russie doit participer à la régulation du conflit au Proche-Orient. J'ai cependant dit à **Igor Ivanov** que la Russie devrait être plus objective vis-à-vis d'Israël et de ses problèmes. Nous aimerions par exemple que la Russie ne soutienne pas exclusivement les positions arabes à l'ONU. Nous sommes prêts à beaucoup d'efforts pour la paix, mais jamais au détriment de la sécurité de nos citoyens. Avant, nous étions seuls sur le chemin de la paix, après l'élection de **Mahmoud Abbas**, les négociations sont possibles.

J'ai servi dans l'armée israélienne, j'ai participé à toutes les guerres de notre pays, du grade de simple soldat à celui de général, j'ai connu toutes les horreurs de la guerre, j'ai perdu mes meilleurs amis et j'ai été grièvement blessé, c'est peut-être pour cela que je comprends mieux le prix et la signification de la paix que d'autres politiciens qui ne font qu'en parler. Je sens sur mes épaules une responsabilité historique, l'Israël est le seul pays au monde où les juifs ont la possibilité de se protéger. **Moshe Katzav** prendra part aux commémorations de la victoire sur le fascisme, au nom de tous les vétérans, en mai à Moscou. Le peuple juif n'oubliera jamais le prix payé par les Russes pour la libération de l'Europe, il y avait 500 000 juifs dans les rangs de l'armée rouge, 200 000 sont morts. On ne peut pas comparer l'Allemagne nazie et l'URSS parce que nous savons bien qui a sauvé des centaines de milliers de juifs en Europe. On ne peut pas comparer Hitler et Staline. Il faut cependant rendre possible la constitution d'une société civile en Russie pour ne pas répéter ce qui s'est passé du temps du stalinisme.

J'aimerais faire à nouveau une visite en Russie, le président m'a proposé d'aller

au Birobidjan la prochaine fois, il m'a dit que le nombre de juifs a augmenté là-bas. J'aimerais un jour me rendre dans le petit village à côté de Moguilev, où ma maman est née, et où ont vécu quatre générations de mes ancêtres. Mon père a servi dans l'armée russe, il a été décoré, huit de ses sept enfants ont étudié à l'université, quatre sont devenus médecins.

J'ai de bonnes relations avec Poutine et je comprends votre pays mieux que beaucoup de gens à l'Ouest, il ne s'agit pas juste d'un état mais d'un continent énorme. Je m'efforce toujours d'expliquer, aux États-Uniens notamment, que la Russie veut revenir parmi les grandes puissances et conserver ce statut, ce qui est normal. Les problèmes actuels ne sont pas éternels. (il élude la question sur les hommes d'affaires russes qui vivent en Israël pour se protéger du pouvoir judiciaire et qui sont souvent des opposants à Poutine). Je dois souligner que les nouveaux citoyens israéliens (aujourd'hui, 1 Israélien sur 6 vient de l'ex URSS) apprennent très vite l'Hébreu. Notre objectif principal est inchangé ; accueillir 1 million de juifs dans les dix prochaines années. 1 million 200 mille d'entre eux ont regagné leur patrie historique dans les dix dernières années. Les ressortissants de la CEI constituent aujourd'hui 15% de la masse salariale du pays, ces nouveaux citoyens sont très nombreux mais nous n'avons pas peur de la nouvelle « rousskaïa ulitsa » (la « rue russe » pour l'opinion des nouveaux citoyens), les journaux, les télévisions, le théâtre russe sont une réalité de l'Israël moderne.

Georges Krol



Ancien ambassadeur en Pologne, Inde, URSS, Russie et Ukraine, Georges Krol est ambassadeur des États-Unis en Biélorussie depuis le 13 Août 2003.

« La loi sur la démocratie n'est pas une tentative de dicter au peuple biélorusse comment il doit vivre »

Source : Vremya Novostyey

Référence : « -- », par George Krol, *Vremya Novostyey*, 5 avril 2005. Ce texte est adapté d'une interview.

Cette loi du Congrès contient les mesures prises pour soutenir les forces démocratiques dans le pays et les sanctions éventuelles envers de hauts fonctionnaires. Il y a deux rapports en préparation, l'un sur les comptes personnels de Loukatchenko et l'autre sur certains fonctionnaires ainsi que sur des ventes d'armes. Le texte propose de soutenir les médias indépendants et la société civile biélorusse. L'administration va renforcer son travail pour soutenir nos conceptions de la démocratie et du marché, cela en coopération avec d'autres pays. Ce n'est pas une tentative de dicter un mode de vie, c'est un appel aux dirigeants biélorusses, pour l'intérêt national de leur pays. La Biélorussie doit remplir ses obligations au sein de l'OSCE, les États-Unis et l'Europe ont le même but, le développement démocratique de la Biélorussie, pour de bonnes relations transatlantiques, et ils espèrent que la Russie va les soutenir. Je lis la presse russe et j'ai l'impression que votre pays est vraiment préoccupé par la situation politique et économique de la Biélorussie, cela permet d'espérer que nous serons à l'unisson. Le président nous accuse de vouloir organiser une

révolution colorée, mais je ne pense pas que la création d'instituts démocratiques suffise à déstabiliser un pays. L'histoire a prouvé que les pays démocratiques ont des perspectives de stabilité sur le long terme. Nous n'essayons pas de placer la Biélorussie sous influence occidentale ; nous ne voyons plus le monde en terme de « guerre froide » mais nous voulons la coexistence pacifique et le partenariat. Nous attribuer des intentions malhonnêtes sert uniquement à susciter la peur de la population, les médias gouvernementaux diabolisent l'opposition alors que la liberté de parole permet de résoudre pacifiquement les problèmes les plus complexes. J'ai vécu et travaillé en URSS en tant que diplomate, je sais qu'il est difficile de s'adapter au système démocratique dans des pays dont l'expérience en ce domaine est minime : c'est un pas vers l'inconnu. Nos pays n'ont pas pour l'instant de vision commune des principaux problèmes, les élections en Biélorussie ne sont pas démocratiques car les opposants sont enfermés. Nous rêvons tous de la paix, de la prospérité économique et d'un futur meilleur pour nos enfants, le but du dialogue est de trouver un moyen de mettre en pratique des valeurs démocratiques. Au nom de beaucoup d'États-Uniens, je voudrais dire que nous avons de la considération pour votre pays même si nos relations ne sont pas historiquement aussi étroites qu'avec la Russie.

Voltaire

Voltaire est le magazine quotidien d'analyses internationales de l'association « Réseau Voltaire pour la liberté d'expression » qui en détermine la ligne éditoriale. *Voltaire* est publié par les Éditions

Thomas Paine, 8, rue Auguste-Blanqui, 93200 Saint-Denis, France (SARL de presse 448 286 203 RCS Bobigny).

Directeur de la publication : Thierry Meyssan.

ISSN 1762-5157. Dépôt légal à parution. *Voltaire* est publié 200 fois par an et distribué à ses abonnés par courrier électronique au format PDF.

Prix au numéro (AlloPass) : Allemagne 1,85 €, Belgique 1,12 € ; Canada 3 \$; Espagne 1,09 € ; France 0,56 € ; Hong-Kong 1 \$; Luxembourg 2,23 € ; Nouvelle-Zélande 2,99 \$; Pays-Bas, 1,15 € ; Royaume-Uni 1,5 £ ; Suisse 2,5 FS.

Abonnements

trimestriel : particuliers 20 €, institutions et sociétés 50 €.

annuel : particuliers 72 €, institutions et sociétés 180 €.

Paielement électronique sécurisé : www.reseauvoltaire.net/abonnement.php .